

Forum : Forum sur la liberté d'expression et le droit à l'information
Thématique : Assurer la liberté d'expression et une information fiable



Nom du/de la citoyen.ne : Maéva Lecaillet

Situation familiale <ul style="list-style-type: none"><input type="radio"/> Marié/en couple<input checked="" type="radio"/> Célibataire<input type="radio"/> Avec enfants, si oui combien_____	Niveau d'étude <ul style="list-style-type: none"><input type="radio"/> Primaire<input type="radio"/> Secondaire<input checked="" type="radio"/> Universitaire
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet dans votre vie personnelle et professionnelle ?

Je m'appelle Maéva Lecaillet et je suis une femme musulmane née à Damas en Syrie. En tant que chercheuse scientifique qui publie ses études sur la propagande durant la guerre civile à la suite de la chute du régime Bachar El-Assad, je suis directement affectée par le sujet de liberté d'expression et du droit à l'information.

Dans mon rôle de chercheuse scientifique, je vois comment la propagande et la désinformation change la perception du publique face à un conflit et comment cela peut affecter une population instable dont le gouvernement est en transition.

Plus précisément, ayant grandi sous le régime d'Assad, j'ai été soumise à de nombreuses restrictions en matière d'accès et de publication d'informations.

J'ai également l'expérience directe d'avoir été forcée de fuir la Syrie il y a quelques années afin de pouvoir continuer mes recherches. Leurs liens trop étroits avec le gouvernement m'ont en effet valu plusieurs menaces de mort de la part du régime.

Ces expériences m'ont fait comprendre que la liberté d'expression n'est actuellement pas un droit mais plutôt un privilège dans de nombreuses régions du monde.

C'est pour cela que mon objectif principal en tant que chercheuse est de fournir des informations factuelles, honnêtes, transparentes et accessibles dans un contexte où la vérité est souvent menacée.

À une échelle plus personnelle, en tant que femme musulmane, j'ai souvent été perçue comme étant « soumise » ou « sans voix » car on me confine dans des stéréotypes.

Cela m'a encore plus poussée à montrer que nous, les femmes, en particulier les musulmanes, avons également une voix forte et ne devons pas être oubliées ou ignorées.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

Mon expérience m'a fait réaliser que le droit à l'information ne se limite pas à l'accès au savoir et à l'actualité, mais aussi à la capacité d'intégrer ces informations et de les

traiter de manière critique. Il inclut donc l'éducation (comment reconnaître la propagande, comment vérifier ses sources...) et la liberté d'expression (faire entendre sa voix et ses opinions).

A mon échelle, ma position en tant que chercheuse me permet d'avoir de l'influence sur les informations diffusées au public. Ainsi, je vais continuer à publier des recherches accessibles et vraies. De plus, je pense qu'un élément essentiel auquel je peux contribuer est le développement d'outils pour reconnaître la propagande et les informations fausses. Cela pourrait faciliter l'éducation sur ce sujet dans les écoles, quelque chose que nous devons impérativement mettre en place dans plus de parties du monde. Dans un pays déstabilisé comme la Syrie, l'éducation dans les écoles est plus difficile. Donc, la diffusion de brochures ou de stations radios informatives pourrait être un début.

Mes recherches avant et après la chute de Bachar El-Assad, dirigeant autoritaire, m'ont montré que les restrictions en matière d'informations ne cessent pas. Cependant, de nombreux acteurs extérieurs ont désormais leurs propres motivations pour manipuler l'opinion publique. Nous ne pouvons donc pas nous fier à l'idée que le droit à l'information est toujours garanti, et c'est pourquoi ma prochaine proposition, qui semble assez simple mais reste cruciale, est basée sur cette réflexion. Il faudrait dénoncer chaque fois que nous reconnaissons un élément de propagande ou une déformation de la vérité dans notre quotidien. Nous devons en discuter avec notre entourage, nous devons toujours faire preuve d'esprit critique face à ce qui nous est présenté et ne jamais croire qu'une information provenant d'une entité influente est forcément vraie.

Finalement, comme déjà évoqué, les préjugés peuvent affecter beaucoup de gens lorsqu'il s'agit de personnes ne faisant pas attention à ce qu'ils disent. Me concernant, je suis une femme musulmane, c'est pourquoi je suis stigmatisée. Cependant, des faits de nature similaires peuvent être subis par des personnes de cultures et identités diverses. C'est pourquoi je pense qu'organiser des groupes de soutien pour les personnes qui osent s'exprimer et recevraient des critiques, serait une idée à considérer. Cela pourrait inclure des avocats pour une protection juridique, des psychologues, des militants... Ainsi, personne ne se retrouverait isolé.